

Initiatives ministérielles

que peu trompeuses pour un ménage donné, étant donné qu'elles représentent la situation d'un ménage moyen.

Si, par exemple, votre ménage compte sur l'électricité pour se chauffer et faire la cuisine, le niveau d'inflation qui s'applique à votre cas, c'est-à-dire les hausses de prix récentes qui vous touchent, est beaucoup plus élevé que celui d'un ménage qui se sert du gaz naturel, puisque les prix du gaz naturel sont loin d'avoir augmenté autant.

L'autre point important au sujet de l'inflation est que la plus grande partie de la hausse survenue ces derniers mois est le résultat d'augmentations liées au régime fiscal du gouvernement. Ces hausses ne correspondent pas à de véritables pressions auxquelles le gouvernement doit réagir afin d'éviter une surchauffe de l'économie.

Il serait quelque peu exagéré de dire qu'il n'y a pas d'inflation au Canada, mais ce qui est certain, c'est que nous n'avons pas un taux d'inflation important qui justifierait l'application d'une politique de taux d'intérêt élevés. L'augmentation des taux d'intérêt ces derniers temps au Canada est entièrement attribuable aux pressions exercées sur le dollar canadien, pressions qui traduisent, à mon avis, le manque de confiance des investisseurs étrangers dans la politique économique du gouvernement canadien.

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, le député critique le gouvernement fédéral, mais ne croit-il pas que les emprunts contractés par les gouvernements provinciaux ainsi que les politiques et mesures économiques qu'adoptent les provinces ébranlent également la confiance qu'on pourrait avoir dans le dollar et font fluctuer les taux d'intérêt?

Nous savons que les emprunts contractés par toutes les provinces sont supérieurs aux emprunts du gouvernement fédéral et que les lois en matière de travail que le gouvernement ontarien s'appête à adopter, malgré tous les avis contraires qu'il a reçus, effraient les entreprises et les investisseurs. Le député ne croit-il pas que ces décisions influent également sur la performance de l'économie canadienne?

Ou croit-il plutôt que le gouvernement fédéral a tous les torts et que, au sein de notre fédération, les provinces

peuvent très peu contribuer à stimuler la confiance dont il parle?

M. Langdon: Monsieur le Président, je remercie de nouveau le ministre qui pose une question intéressante. Il est certain que les mesures que prennent les gouvernements provinciaux influent sur la confiance des entreprises, la confiance des consommateurs et le revenu disponible que les citoyens sont prêts à dépenser. C'est évident.

Toutefois, comme nous siégeons à la Chambre des communes, nous devons nous concentrer sur le rendement du gouvernement fédéral. Le rendement du gouvernement fédéral a une incidence sur les provinces et revêt probablement plus d'importance, en ce sens, que les décisions des provinces elles-mêmes.

• (1330)

Le ministre dit, et il a raison, que les gouvernements provinciaux ont dû emprunter plus d'argent. C'est vrai de tous les gouvernements provinciaux du Canada. Mais ils ont dû le faire parce que le gouvernement fédéral a réduit substantiellement ses paiements de transfert. Par exemple, les promesses de soutien du Régime d'assistance publique du Canada faites à la Colombie-Britannique, à l'Alberta et à l'Ontario ont été brutalement rompues par le gouvernement. Au moment de la mise sur pied du Régime d'assurance publique du Canada, le gouvernement avait promis qu'il paierait 50 p. 100 des dépenses du programme. Savez-vous combien il paie en Ontario maintenant? Seulement 33 p. 100 du total des dépenses.

Pourquoi? Parce que le gouvernement a fait augmenter de beaucoup le nombre de chômeurs au Canada et parce qu'il a rendu plus difficile pour les chômeurs de toucher des prestations d'assurance-chômage, ce qui a contraint les provinces à se substituer à lui, c'est-à-dire à verser de l'aide sociale.

Pour les provinces comme l'Ontario, les conséquences sont un déficit des paiements fédéraux de 4,5 milliards de dollars pour l'année écoulée. Mais malgré cela, le déficit de l'Ontario sera très près des prévisions. À Ottawa, le gouvernement conservateur aura un déficit de 7 milliards de dollars de plus que ce qu'il avait prévu pour cette année et de plus de 10 milliards de plus par rapport à ses prévisions pour l'an prochain. Nous voyons à l'oeuvre un groupe de gens qui sont en train de mettre le pays en faillite et qui accusent un sérieux déficit d'idées.